

LA PROCEDURE REGLEMENTAIRE PREALABLE A L'INTERVENTION A L'ECOLE

Le principe de l'agrément est incontournable. Toute intervention extérieure à l'école donne lieu à une procédure particulière, il s'agit de l'agrément de l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'Éducation nationale. Cette procédure s'applique à toute intervention à l'école en éducation physique et sportive. Elle est particulièrement utilisée, d'une part, dans les relations avec les collectivités territoriales, la plupart des interventions étant le fait de leurs éducateurs et d'autre part dans les collaborations avec les Comités Sportifs locaux, du fait des conventions tripartites existantes permettant la mise à disposition d'intervenants dans les écoles. La délivrance de l'agrément est conditionnée par trois facteurs : l'existence d'un **projet d'apprentissage**, la **qualification** de l'intervenant extérieur et sa **compétence**.

Le **projet d'apprentissage** est une nécessité. Ce contrat pédagogique a pour but de fixer les savoirs à faire acquérir aux élèves, le nombre de séances, les conditions matérielles, les stratégies pédagogiques et surtout, les rôles respectifs du maître et de l'intervenant.

L'exigence d'une **qualification** est fixée par l'article L.363.1 du code de l'éducation (devenu l'article L212-1 du code du sport) complété par le décret n° 2004-893 du 27 août 2004 pris pour l'application de l'article L. 363-1 du code de l'éducation. Il convient de rappeler que la fonction de l'école est d'apprendre et celle du maître d'enseigner. C'est pourquoi, d'une manière générale, la qualification pour y encadrer une activité physique est liée :

- à la possession d'un diplôme permettant d'enseigner et inscrit, à ce titre, au répertoire national des certifications professionnelles,
- pour les agents de l'État et les agents titulaires des collectivités territoriales au fait d'appartenir à un corps dont le statut prévoit expressément l'acte d'enseignement des activités physiques et sportives.

Egalement nécessaire, la **compétence** se différencie de la qualification. Elle s'apprécie de deux façons différentes. La première façon concerne la compétence technique nécessaire à l'encadrement de qualité de l'activité physique considérée, notamment au niveau scolaire considéré. La seconde façon concerne le respect des principes de l'école, des contenus et des démarches. La vérification de cette compétence relève de la responsabilité des services de l'Éducation nationale.

La délivrance de l'agrément nécessite une procédure particulière. Avant toute participation à un acte d'enseignement, il convient, pour un intervenant, de bénéficier de l'agrément de l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'Éducation nationale. Cet acte traduit la reconnaissance par l'institution scolaire d'un professionnalisme pour l'enseignement des activités physiques et sportives au service des objectifs spécifiques de l'école et dans le respect des démarches et des principes de l'école publique.

Les procédures sont différentes selon les départements en fonction des politiques éducatives définies par les inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'Éducation nationale. Toutefois, un certain nombre de principes sont à respecter :

- la demande d'intervention doit être formulée par l'équipe des enseignants après avis du conseil d'école ;
 - le contrat de collaboration est élaboré entre les maîtres concernés et les intervenants ;
 - la demande d'agrément pour les intervenants des collectivités territoriales est formulée par l'employeur selon la procédure retenue dans chaque département ;
 - la qualification et la compétence sont nécessaires.
- Cet agrément peut être suspendu à tout moment par l'inspecteur d'académie qui demeure en tout temps responsable des enseignements de l'école et de ses maîtres.

En conclusion :

Outre les enseignant(e)s des écoles, qui peut enseigner les APS dans le cadre de l'école ?

Dans le cadre de leurs fonctions et pour toutes les activités prévues aux programmes de l'école, les conseillers et éducateurs territoriaux des APS ainsi que les opérateurs territoriaux intégrés à la constitution initiale des cadres d'emplois, sous réserve de leur agrément.

Dans le cadre des prérogatives de leurs diplômes conformes à L.363.1 du code de l'éducation (devenu l'article L212-1 du code du sport) , les éducateurs sportifs, sous réserve de leur agrément.

A titre exceptionnel, lorsqu'il y a absence de professionnels, les bénévoles qui doivent être également agréés pour tout projet dont la durée excède 2 à 3 séances.

Toute intervention de personnel à l'école se fait en référence aux programmes et doit trouver sa justification dans le projet de la classe ou de l'école. L'enseignant reste toujours responsable de l'enseignement de l'EPS pour sa classe. La participation d'intervenants peut être une aide mais ne peut en aucun cas devenir une substitution. Elle trouve particulièrement sa justification dans l'enseignement des activités qui nécessitent une technicité ou des conditions de sécurité particulières. Il s'agit donc essentiellement des activités inscrites au programme du cycle des approfondissements et des activités à encadrement renforcé. L'enseignant titulaire de la classe doit, dans tous les cas, garder la responsabilité pédagogique permanente de l'organisation de la séance en décidant de la programmation et du cadre d'organisation de l'activité, après les avoir préparés avec l'intervenant.